



l'édito

d' **A**lain Bergounioux

## Européens, qui sommes-nous ?

Au moment où ces lignes sont écrites, les résultats du référendum grec viennent juste d'être connus. Le « non » est un fait démocratique patent - et la part d'ambiguïté de tout référendum ne change rien. Mais, ce sont les conséquences qui ne sont pas connues. Quelles qu'elles soient, et personne ne les mesure encore, il est sûr que cela ne sera pas le point final de la crise grecque. Elle ne date pas, d'ailleurs, des cinq dernières années. Et le débat sur l'austérité ne la résume pas - même si elle explique largement la dimension politique de la crise et la délégitimation que subit l'Union européenne, dans une part importante des opinions nationales. Ce que montre surtout cette crise, ce sont les dysfonctionnements de l'Union européenne et la difficulté de s'entendre sur les termes de la solidarité entre les Etats et les peuples. Le problème initial était relativement mineur - la Grèce représente 2 % du PIB de la zone euro. Mais, d'hésitations en demi-mesures, beaucoup de temps a été perdu, et contrairement à la vieille affirmation qu'il n'y a pas de problème qu'une absence de solution ne puisse résoudre... les difficultés ont cru, au point de menacer peut-être d'éclatement l'Union européenne. L'arrivée au pouvoir de la coalition Syriza a remis en lumière, si besoin était, que le choix européen était fondamentalement politique - ce que le débat de technique économique a fait parfois oublier. L'Union européenne, ce sont avant tout des Etats et des peuples. La Commission européenne a tenté de jouer son rôle de représentante de l'intérêt général européen. Mais, dans l'Eurogroupe, ce sont les Etats et les plus influents d'entre eux, qui prennent les décisions. Nous payons l'inachèvement et les querelles de légitimité dans l'organisation politique et institutionnelle de la zone euro.

Ce qui était peut-être supportable en temps ordinaire, ne l'est plus. La crise grecque le démontre où un problème pourtant maîtrisable peut laisser place à un engrenage destructeur. Le malheur est que l'Europe est confrontée, en même temps, à une série de crises, qui toutes mettent en cause les solidarités que l'on serait en droit d'attendre de l'Union. La question des migrations est d'une grande ampleur. Elle est appelée à durer et ne peut pas être résolue par les Etats pris un par un. La proposition de la Commission, dite des « quotas » nationaux, autrement dit d'une répartition maîtrisée, a été rejetée par la plupart des Etats, dont la France. Certes, des mesures ont été prises pour renforcer

les contrôles des passeurs, en Méditerranée. Mais, une réelle mutualisation des moyens de surveillance des frontières et des procédures d'asile serait indispensable. Sinon, les pays les plus exposés - l'Italie et la Grèce - céderont. Et l'immigration incontrôlée amènera des contre-mesures en ordre dispersé, contraires aux Droits de l'homme - la Hongrie dessinant déjà un avenir redoutable. La crédibilité - et la sécurité - de l'Europe sont également engagées, à l'évidence dans le défi du terrorisme qui, dans presque tous les pays européens, a une double face, intérieure et extérieure, dans les conflits du Moyen-Orient, et dans les troubles à l'est des frontières de l'Union, en Ukraine, mais peut-être, demain, dans les pays Baltes, où le régime Russe a choisi une politique de déstabilisation durable, méprisant les règles internationales. Les Etats européens ne devraient donc pas s'en tenir au plus petit dénominateur commun, en ces domaines.

Le paradoxe de la situation présente, c'est qu'au moment où la situation du monde, avec des rapports de puissance qui évoluent rapidement, et des crises qui s'additionnent et se recourent, demanderait plus d'union entre les Etats européens, le contraire pourrait se produire. D'autant que se profilent les négociations voulues par les conservateurs britanniques avec les autres partenaires européens pour rogner encore les politiques communes européennes, et que la Grande-Bretagne pourrait ne pas être seule, d'autres gouvernements d'Europe du Nord appuyant dans le même sens. Les promesses initiales de l'Europe étaient de garantir la paix et de favoriser la prospérité. Les deux ne paraissent plus si évidentes aujourd'hui. L'urgence, pour ces européens que sont les socialistes, même s'ils diffèrent sur les politiques à mener, est de renouer avec ce qui fait le fond du projet européen, des valeurs et des institutions de droit, en les réexplicitant au vu du monde actuel, la détermination de quelques propositions essentielles, au-delà du plan Juncker, touchant la vie quotidienne des européens, des réformes, enfin, pour donner plus de légitimité aux instances politiques de l'Union. Cela n'est pas aisé, dira-t-on, dans le climat actuel des opinions publiques. Mais, de la crise grecque peut sortir aussi une nouvelle gouvernance européenne. Dans une période de troubles et d'interrogations, l'important, pour les Européens, est de savoir dans quel monde nous sommes, où sont nos ennemis, et, surtout, qui sommes-nous nous-mêmes.

# La revanche personnelle et sociale pour seul mobile

Le rassemblement du 30 mai dernier, à l'initiative de l'ex-UMP, a fait apparaître au grand jour les divisions et contradictions qui minent de plus en plus cette formation de droite. Il a reflété des crispations internes et des incompatibilités réelles. En fait, il n'y a plus de véritable leadership au sein desdits « Républicains », ce qui traduit et génère, à la fois, un vrai malaise, compte tenu de l'histoire et de la tradition de cette organisation depuis le RPF, en passant par l'UNR et le RPR, l'UDR et l'UMP.

## Un climat très pesant.

Les huées et sifflets qui ont accueilli Alain Juppé et François Fillon, confirment que le rassemblement du 30 mai correspond d'abord à l'affirmation, pour l'heure, fragile et limitée, de supporters chauffés à blanc et radicalisés autour de la personne de l'ancien chef de l'État. Il n'existe ni consensus, ni volonté de dépassement des contradictions et des rivalités. D'ailleurs, la venue de 10 000 adhérents, au lieu des 20 000 annoncés, conforte l'impression de malaise.

La référence quelque peu improvisée aux « républicains » n'a trompé personne, ni à l'intérieur, ni à l'extérieur. Cette transformation du sigle, sans élan et sans conviction, a attiré peu de votants. L'enthousiasme et la motivation n'étaient pas au rendez-vous, c'est le moins que l'on puisse dire.

Il convient plutôt de parler de l'ex-UMP, avec la persistance de ses dérives, l'accentuation de ses contradictions internes, et ses « affaires » qui perdurent. En outre, la dérive réactionnaire – il ne s'agit plus de conservatisme – s'accélère sous la plume et l'impulsion de Nicolas Sarkozy. Les agressions contre la gauche se multiplient, tandis que le FN est de plus en plus

« ignoré » dans les interventions de Nicolas Sarkozy. A cette attitude, s'ajoutent les attaques personnelles contre François Hollande. Les dernières déclarations, à propos de la Grèce, sont de la même veine et inspirées par des préoccupations de revanche personnelle sans intérêt, hors sujet.

Celles-ci confirment son incapacité à admettre la défaite du printemps 2012, sa défaite politique et personnelle. Car, au-delà de son bilan accablant, et d'un projet très controversé, c'est aussi son comportement qui a été sanctionné le 6 mai 2012 par le suffrage universel.

*Les déclarations, apparemment à l'emporte-pièce, mais en fait très calculées, s'accumulent. Celles du 13 juin, devant un groupe de nouveaux adhérents, contestant le droit du sol en sont une importante et révélatrice illustration.*

Les déclarations apparemment à l'emporte-pièce, mais en fait très calculées, s'accumulent. Celles du 13 juin, devant un groupe de nouveaux adhérents, contestant le droit du sol en sont une importante et révélatrice illustration. Sous couvert d'interpeller un « tabou », il s'agit, en fait, d'ouvrir la boîte de Pandore

et de conforter ainsi tous les thèmes justifiant les discriminations et les rejets. Cette déclaration montre que Nicolas Sarkozy n'a rien compris à ce que représente la République française, fondée sur l'égalité des droits, la citoyenneté et le droit du sol. Sa référence « aux républicains » est au mieux un trompe-l'œil, plus vraisemblablement, un détournement de concept, au service d'une soif de revanche. Il est vrai que sa connivence affichée avec Christian Estrosi à propos de la « 5<sup>ème</sup> colonne » avait déjà donné le ton. Pas d'ennemi à l'extrême droite et à la droite extrême, tel pourrait être le mot d'ordre du clan de Nicolas Sarkozy.

**Candidat à tout prix.** Par ailleurs, la stigmatisation des migrants – déplorable sur la méthode – témoigne du mépris pour la détresse

et la misère humaine. Les migrants, qui traversent la Méditerranée, en particulier, prennent d'énormes risques pour eux-mêmes et leurs familles, pour tenter de survivre. Ils sont directement menacés dans leur pays d'origine, par les conflits armés, les massacres, l'arbitraire, parfois, la faim et la soif. Leurs gestes désespérés doivent être respectés. Il faut y répondre intelligemment et avec responsabilité, au lieu de parler de « fuite d'eau », dans une désinvolture qui confine à l'indécence. Une telle déclaration est affligeante de la part d'un ancien président de la République, qui cherche, au demeurant, à le redevenir. Exploiter, sur le ton du ricanelement, la misère humaine ne peut être l'alibi à des formules de comptoir.

On est en droit d'attendre autre chose de la part d'un homme qui entend manifestement se présenter, pour la troisième fois consécutive, à la magistrature suprême. Et d'abord, une analyse sérieuse des causes d'une telle migration, et des propositions à la fois économiques, stratégiques, diplomatiques, et humaines pour conjurer ce drame et ce désastre humanitaire. De même, sa condescendance affichée à l'égard du peuple grec témoigne d'une réelle irresponsabilité politique et géopolitique.

Tout ceci concourt, finalement, à une seule et même logique cynique : la banalisation des thèmes et des réflexes introduits et entretenus par le Front national, depuis 30 ans, fondés sur le repli, le nationalisme et une forme de xénophobie. Il ne s'agit plus de complaisance mais de complicité. La tactique à court terme vise à « siphonner » les voix FN. En fait, cela conduit à renforcer sa philosophie, celle de la discrimination, et de l'inégalité des droits contre les valeurs de la République, à l'instar du refus réitéré de choisir le candidat de la gauche, lors d'un second tour de scrutin, lorsqu'il est opposé à un représentant de l'extrême droite.

Ses formules, savamment préparées, contredisent ses péroraisons de ministre de l'Inté-

rieur, et même, de candidat sortant entre les deux tours des élections présidentielles de 2012. Nous sommes là dans la négation de la tradition gaulliste et républicaine, et en rupture avec le socle des principes indissociables de citoyenneté, d'égalité des droits, et d'ouverture au monde. Ce type de déclaration tourne le dos au message essentiel de la République, rassembleur à l'intérieur du pays, et universel à l'extérieur. Peu lui importe.

A l'évidence, Nicolas Sarkozy poursuit des objectifs stratégiques précis : tenter de rassembler le bloc réactionnaire à son profit, quitte à emprunter aux recettes de l'extrême droite, remporter à n'importe quel prix « la primaire » de 2016, puisque son principe est désormais maintenu et acquis, en dépit de toutes ses manœuvres d'arrière garde pour l'éviter.

*À l'évidence, Nicolas Sarkozy poursuit des objectifs stratégiques précis : tenter de rassembler le bloc réactionnaire à son profit, quitte à emprunter aux recettes de l'extrême droite, remporter à n'importe quel prix « la primaire » de 2016, puisque son principe est désormais maintenu et acquis, en dépit de toutes ses manœuvres d'arrière garde pour l'éviter.*

#### **Des présupposés vraiment réactionnaires.**

Ainsi, et dans ce contexte, Alain Juppé et Bruno Le Maire sont conduits à se démarquer de cette dérive politique, pour marquer leur présence et pour exister. Le premier, parce qu'il est fondamentalement « chiraquien » et qu'il plaide activement pour une alliance avec le Centre,

jusqu'au Modem, pour mieux tenter de devancer le Front national au 1<sup>er</sup> tour de l'élection présidentielle.

Le second, parce qu'il prétend incarner le renouveau, le changement générationnel, sans oublier qu'il a été le directeur de cabinet de Dominique de Villepin. Ils continuent, tous les deux, de revendiquer la référence au droit du sol, car ils savent qu'à défaut, nous tomberions dans l'engrenage des références à l'origine, à l'ethnie, et finalement, au communautarisme et à ses ségrégations inacceptables. Cette réaction aux dérives et pratiques de Nicolas Sarkozy s'explique aussi, pour des raisons stratégiques : comment incarner une alternative ou un renouveau à ce mauvais «

remake », plus caricatural que jamais ? Ce sursaut républicain, qui correspond aussi à une part de sincérité, ne donne pas, pour autant, quitus progressiste à ces deux probables candidats à la « primaire », à droite. Cette référence à ces fondamentaux républicains ne saurait, en effet, masquer un discours toujours plus réactionnaire de leur part, sur le plan économique et social.

Alain Juppé, comme Bruno Le Maire, souhaitent réduire le bien-fondé et la force du droit du travail, oubliant au passage, la nécessité de compenser le lien de subordination entre salariés et employeurs, inhérent à tout contrat de travail.

Ils remettent en question la place même de la démocratie sociale, pourtant indissociable de la démocratie politique, dans un pays qui veut réussir sur le plan économique et mobiliser ses acteurs. Dans un pays qui a toujours fait de la justice sociale et de l'égalité des droits, la matrice de son dépassement.

Ils préconisent aussi, l'effacement du Contrat à durée indéterminée, le CDI, au nom du contrat « unique », au risque de développer la notion de salarié précaire et d'instaurer le salarié « jetable ». Or, le salariat ne peut pas redevenir une simple variable d'ajustement au regard du dictat du marché, qui ne peut trancher de tout.

Ils insistent aussi sur le passage progressif, mais assez rapide, à la retraite à 65 ans. Ils négligent, par là-même, le fait que le patronat ne cesse de multiplier les plans de départs en retraite dans les grandes entreprises, dès l'âge de 57 ou 58 ans et que le taux d'activité des plus de 55 ans se réduit comme peau de chagrin, à la faveur de l'augmentation du chômage de longue durée, et du refus quasi général des employeurs de faire une place aux seniors.

A cette série de reculs sociaux programmés, il faut ajouter une réduction de 100 à 150 milliards des dépenses publiques, au mépris du

risque déflationniste et de la nécessaire sauvegarde du modèle social. Logique que dénonce d'ailleurs François Baroin, sénateur de droite et ancien ministre des Finances, quand il attaque, avec beaucoup de duplicité, la légère baisse des dotations publiques allouées aux collectivités territoriales.

En fait, Alain Juppé et Bruno Le Maire épousent l'ensemble des demandes et revendications du Medef, qui n'hésite pas à recourir au chantage à l'emploi et à flétrir le rôle de la démocratie sociale, dans l'entreprise.

Au-delà, l'ex-UMP, quelles que soient ses composantes, développe un projet de recul social,

*L'ex-UMP, quelles que soient ses composantes, développe un projet de recul social, et ou, politique. Recul social, quand il s'exprime à travers les interventions de Bruno Le Maire et Alain Juppé, mais aussi de François Fillon ; recul social et politique par la voix de Nicolas Sarkozy et de ses amis.*

et ou, politique. Recul social, quand il s'exprime à travers les interventions de Bruno Le Maire et Alain Juppé, mais aussi de François Fillon ; recul social et politique par la voix de Nicolas Sarkozy et de ses amis.

La logique de rivalités et d'ambitions personnelles alimente même une surenchère ultra libérale, d'inspiration reaganienne. Le crédo de la « révolution conservatrice

» tend à devenir la règle et le cadre de ses raisonnements économiques de la droite. Il s'accompagne, chez Nicolas Sarkozy, d'un discours de moins en moins ambigu, visant à accepter les discriminations et les replis. A la question de savoir si Nicolas Sarkozy a changé, la réponse est Oui, mais en pire...

M.B.



## Pascal Blanchard

est chercheur au Laboratoire communication et politique (CNRS) et codirecteur du Groupe de recherche Achac (colonisation, immigration, post-colonialisme). Spécialiste de l'histoire des immigrations, il a codirigé l'ouvrage *La France arabo-orientale. Treize siècles de présences* (La Découverte).

### « Les immigrés sont à jamais intégrables à la Nation »



*Attaques personnalisées contre Christiane Taubira, droit de vote des étrangers, montée du Front national et de la parole raciste. N'assiste-t-on pas au retour d'un racisme de type colonial, dans notre société ?*

Racisme de type colonial, non. Disons plutôt que l'on assiste à une libération de la parole raciste, chez certains. Jusqu'alors, elle était inaudible. Il n'était plus possible de prononcer certains mots, dans la mesure où notre savoir-vivre et notre capacité à vivre ensemble les avaient proscrits. Parfois même, ils étaient interdits par la loi. D'une certaine manière, ils ont été rangés dans l'armoire de l'histoire. Ce qui ne signifie pas, pour autant, qu'ils aient disparu des inconscients collectifs, mais leurs auteurs savaient qu'ils ne pouvaient pas les prononcer. L'opinion s'était donc habituée à ne plus les entendre.

Subitement, la parole s'est libérée. Tant et si bien que certains individus s'autorisent, aujourd'hui, à s'exprimer librement sur le sujet, en échangeant, en diffusant et en nourrissant le débat, au prix d'un vrai retour en arrière. N'en tirons pas de conclusion. La France n'est pas un « pays raciste ». Mais, le fait que certaines mi-

norités cèdent à la tentation pourrait à nouveau populariser ce type de déviance. Elles ne font que suivre, à cet égard, certains chroniqueurs, des personnalités politiques ou des journalistes qui professent, depuis une quinzaine d'années, une violence verbale à laquelle l'inconscient collectif s'est habitué.



*Cela signifie-t-il que le racisme s'est banalisé ?*

Désormais, le racisme peut être conçu comme une opinion pour certains. Le rapport de force s'est inversé. Auparavant, ceux qui affirmaient être xénophobes étaient pointés du doigt. Ils étaient placardisés dans une frange de la population, dont il était aisé de mesurer les effets meurtriers et dévastateurs du discours. Ils pouvaient se revendiquer du régime de Vichy ou du temps des colonies, au gré de leurs propos. Les temps ont changé. Avec le discours professé à l'encontre de Christiane Taubira, l'individu en est réduit à une forme d'animalité. L'idée est de montrer que la ministre n'est pas humaine, qu'elle n'est pas légitime là où elle est. Qu'un (ou qu'une) « Noir(e) » ne peut être Français(e) à part entière.

Dans les années 1920, Léon Daudet, qui était

alors le numéro deux de l'Action française, derrière Charles Maurras, et élu à l'Assemblée nationale, avait pris l'habitude de se moquer de Blaise Diagne, alors député du Sénégal, en le présentant comme un « brave petit nègre » qui essayait de s'adresser aux parlementaires français de « race blanche » et tous masculins, rappelez-le. Le racisme est donc une longue et ancienne tradition dans l'espace politique et dans le « jeu électoral ». Se moquer de son voisin, en le comparant à un singe, dès lors qu'il est d'une autre couleur de peau, est une pratique courante à l'époque. Le même phénomène prévalait au temps de l'affaire Dreyfus et des caricatures, certains des protagonistes de l'affaire étant assimilés en caricature à des animaux.



*Comment analyser le lien entre discours « décliniste » et réflexe identitaire ?*

Il n'y a pas toujours eu de lien direct entre la perception du déclin et la peur du métissage. Au moment où le capitaine Danrit publiait ses best-sellers, en dénonçant l'« invasion noire » et le « péril jaune », au début du XXe siècle, la France ne se sentait pas en péril, et pourtant ce discours avait un écho immense. Mais, elle avait, déjà, peur du métissage. Dans les années 1920, elle a retrouvé une certaine grandeur. Ce qui n'a pas empêché certains idéologues, français, américains, anglais ou italiens, de se référer au déclin de l'Occident, en exprimant une pensée raciste à l'encontre du « flot montant des peuples de couleurs ».

Il y a aussi eu des moments de concomitance. Dans les années 1930, plusieurs auteurs pointaient ainsi du doigt les « métèques » qu'ils désignaient à la vindicte, au prétexte qu'ils portaient atteinte à l'identité française, ainsi que les Russes et les Américains, érigés en forces dominantes du monde et accusés de mettre en péril nos colonies. On pense notamment à Georges Mauco et ses « indésirables ».

En 1973, le choc pétrolier s'est accompagné d'une fermeture des frontières quelques années plus tard et d'une grande peur du déclin de l'Europe, qui n'était plus alors tout à fait maîtresse de son destin, du fait de l'augmentation du prix du pétrole et d'un basculement de l'au-

torité. Cette période a coïncidé avec un réflexe identitaire. Quarante ans après, beaucoup ont oublié la violence raciste qui a accompagné cette crise. Dans le sud-est de la France, elle a pris des proportions terribles, comme nous le rappelons dans l'ouvrage *La France Arabo-Orientale* (2013).

Nous retrouvons aujourd'hui des conditions similaires à celles que nous avons connues alors. Les peurs qui en découlent sont identitaires. Avec le sentiment, pour certains, d'être envahis, cannibalisés, voire même colonisés à rebours. Les quartiers populaires sont surmédiatisés, tandis que l'islam devient la matrice d'une menace intérieure et extérieure, à l'heure où les armées françaises sont engagées au Mali. Ceci donne le sentiment que nous sommes en guerre, ici, comme là-bas.

Les peurs ne sont jamais que le produit d'une sur-médiatisation de ces sujets. Dans des périodes de crise sociale et d'héritage, ces questions s'entrechoquent. Sans parler des problématiques publiques dans les quartiers populaires, ou du taux de chômage outremer, dont on parle peu,

mais qui entretiennent un climat difficile, sur fond de « tensions sociales » et même « raciales ».

Ce processus est connu en Amérique latine ou en Afrique du Sud. Quand il ne vous reste plus que la couleur de votre peau, vous la défendez chèrement. Parce qu'il ne reste souvent que cela pour affirmer

*« Quand il ne vous reste plus que la couleur de votre peau, vous la défendez chèrement. Parce qu'il ne reste souvent que cela pour affirmer son identité et laisser transparaître un signe distinctif. »*

son identité et laisser transparaître un signe distinctif. Les « petits blancs » sud-africains ont, à cet égard, un discours ultra raciste, au même titre que les classes défavorisées d'Amérique du Sud, dont l'unique distinction est la couleur de peau, en faisant référence à la politique de leur voisin portée par Robert Gabriel Mugabe, au Zimbabwe. Il vaut mieux être un petit blanc pauvre qu'un petit noir pauvre, dans leur tête. Ces populations savent mieux que quiconque ce que signifie le repli. Ce phénomène ne concerne pas seulement les blancs et les non blancs. C'est un processus de « dominant » à « dominé ». La couleur de la peau devient ici un espace refuge. L'un des nouveaux slogans du Front national - « Ici, on est chez nous » - démontre, de ce point de vue, l'importance du thème identitaire, en fustigeant celui qui ne res-

semble pas au modèle dominant.



*En attendant la peur et la xénophobie, la droite et l'extrême droite n'exploitent-elles pas des idées très ancrées dans la vie politique française ?*

Il faut toujours avoir à l'esprit que le cloisonnement entre la droite et l'extrême droite sur ces enjeux est très complexe. Rappelons-nous de Valéry Giscard d'Estaing qui faisait l'amalgame entre immigration et invasion, dans une tribune publiée dans Le Figaro, ou bien encore de Jacques Chirac évoquant le « *bruit et l'odeur* », dans un discours prononcé le 19 juin 1991. Ces interventions ont sans doute beaucoup

plus pesé sur les consciences que toute autre espèce de positionnement, en cassant les frontières entre droite et extrême droite. Cette dernière n'a d'ailleurs jamais eu à se cacher, se reconnaissant volontiers dans la droite populaire, poujadiste, ultranationale et sociale. Du colonel de La Roque à Jacques Doriot, elle a toujours cultivé un discours anti-immigrés et pro-colonialiste, plein de paradoxes, mais explicite. L'OAS, dans la continuité de l'ultra-droite a ainsi clairement revendiqué l'Empire, dans les années 60. Dès lors, l'ultra-droite est impérialiste, anti-immigrée et anti-islam, au sortir de la Guerre froide. Le Péril vert remplace progressivement le péril rouge.

Les frontières sont très mouvantes sur ces enjeux. Principalement, dans les périodes de crise et d'angoisse. Avec des risques de porosité entre la droite et l'extrême droite, la droite et le centre, jusqu'à la gauche. Nous ne sommes pas immunisés contre ce fléau.

Les antiracistes et, plus généralement, ceux qui luttent contre le retour des stéréotypes coloniaux ont besoin, en permanence, de se questionner, de parler aussi des contradictions de la République à certains moments de l'histoire. Les choses sont beaucoup plus simples pour

les personnes racistes qui n'ont pas besoin de s'interroger, au motif qu'elles cèdent à une croyance absolue. Il est très difficile d'être dans une logique du « vivre ensemble », sans tomber dans la caricature.

Pour l'heure, le discours « racialisant » domine nos grilles de lecture, sur fond de préjugés. Dans l'esprit de nos concitoyens, les prisons sont remplies de noirs et de maghrébins, ce qui signifie qu'ils sont tous potentiellement des voleurs ou des criminels. Nous cédon vite à l'amalgame et il n'est pas aisé de se départir des idées reçues. Il nous faut avoir une lecture critique de l'histoire pour éviter de reproduire les modèles passés. Nous savons parfaitement

ce que peuvent produire des processus de rapprochement sur certains sujets. Soyons vigilants, d'autant que nous avons connu des périodes similaires, il n'y a pas si longtemps.

*La droite, depuis Nicolas Sarkozy et son fameux discours de Grenoble, jusqu'à Jean-François Copé qui entend revenir sur le droit du sol, contribue-t-elle à la lepénisation des esprits ?*

Disons qu'elle joue avec une arme à double tranchant. Ses dirigeants savent parfaitement que la réalité est plus complexe. Le regroupement familial

est une nécessité, à l'heure où la France compte parmi les pays qui refusent le plus de réfugiés politiques... Quoi qu'on en pense, notre politique d'immigration est peu accueillante, comme celle à l'encontre des réfugiés politiques. Il nous faut donc améliorer le processus intégrationniste et accorder plus de moyens à la gestion des primo-arrivants.

Le débat est cependant plus compliqué qu'il n'y paraît. Un Antillais de la vingt-deuxième génération est ainsi tout autant concerné par le racisme - et les discriminations - qu'un jeune sub-saharien qui s'installe pour la première fois sur le sol français. La droite et l'extrême droite jouent sur ce terrain, en cherchant des

*« Si nous ne sommes plus dans les débats du XIX<sup>e</sup> siècle ou de ceux de la Guerre d'Algérie, les scories du passé demeurent. Les travailleurs italiens ou espagnols ont choisi, pour la plupart, de venir travailler en France. Les travailleurs coloniaux, non. Ils n'appartiennent donc pas au même récit. C'est ce qui fait le particularisme français et notre génération va devoir gérer ce qu'un historien américain appelle les « éclaboussures impériales ».*



éléments de rupture avec la tradition d'accueil de ces populations. Et l'idée qu'elles ne seraient pas intégrables, au sein de la nation française. Certes, elles s'appuient sur l'imaginaire du droit du sang et du droit du sol, sur les frontières et l'immigration zéro. Mais, sur le fond, elles estiment que la France n'est plus en mesure d'accueillir certaines catégories d'individus. Georges Mauco évoquait les « indésirables » dans une thèse publiée dans les années 1920 - et dans un livre célèbre datant de 1932 -, avant de devenir l'un des pivots des politiques démographiques et migratoires, en France. Il défend l'idée que certaines populations pourront se fondre dans le creuset français, d'autres non. À commencer par les juifs, les colonisés et certaines populations d'Europe centrale. Rappelons-nous aussi des déclarations du Général de Gaulle sur « Colombey-les-deux-Mosquées », sur une France qui, débordée d'étrangers, « ne serait plus la France » (1959). Ce jeu, très compliqué, correspond à une tradition ancienne, au nom de laquelle notre pays s'appuierait sur une cohérence ethnique. Jusqu'à la mythologie gauloise. Ces propos vont bien au-delà des politiques migratoires, beaucoup plus loin que les principes de citoyenneté. Ils touchent un regard qui ethnicise la nation et le peuple français. Nous ne sommes pas sortis du débat, déjà présent au XIX<sup>e</sup> siècle, en 1870, avec le décret Crémieux, en Algérie, en 1881, les débats sur la citoyenneté, au lendemain de la Grande Guerre, et les débats parlementaires sur le statut des indigènes dans les colonies.

**?** *Existe-t-il une singularité française en matière d'immigration ?*

Oui. La césure entre immigration coloniale et non coloniale est un particularisme français. Ce phénomène n'existe pas aux Etats-Unis qui ont connu un rapport très complexe entre amérindiens et afro-américains. Ceci est un processus interne. La Pologne et la Russie ont connu d'autres problématiques avec les populations juives. En France, la saga coloniale et impériale a marqué les esprits. Nous avons connu l'histoire du peuplement, du rapatriement d'Indochine, puis des pieds-noirs d'Afrique du Nord, des Harkis... Nous comptons d'anciens protectorats, d'anciennes colonies et des départe-

ments qui pèsent dans le rapport migratoire. 15 à 18 millions de Français sont concernés. Tout cela fait de la France un cas à part, où la césure est forte. Ceux qui travaillent sur les problématiques liées à l'immigration se rendent bien compte que les descendants de l'immigration belge ou polonaise connaissent un sort très différent, dans le présent, de celui des jeunes algériens ou des libanais. Ce n'est pas le même récit. Lequel peut révéler des fractures coloniales, au gré des zones géographiques. En clair, nous ne rentrons pas tous dans le Creuset français de la même manière. Ce que nous avons du mal à assumer. En témoigne l'absence d'un musée d'histoire colonial dans ce pays, sur le temps long. Depuis Jacques Cartier, cinq siècles d'histoire sont passés ainsi sous silence. Des millions de Français ont leur histoire qui attend sur le pas de la porte du grand récit national.



*Ceci démontre à quel point les Français se sentent mal à l'aise par rapport à leur passé colonial...*

Absolument. L'histoire de Jules Ferry est à cet égard révélatrice d'un certain état d'esprit. Comment peut-on être un grand républicain, tout en étant un partisan zélé des colonies, en croisant le fer contre Georges Clemenceau ? Le débat qui nous occupe aujourd'hui prévalait déjà au XIX<sup>e</sup> siècle. Nous n'en sommes pas sortis.

*« À l'heure où la société se « racialise », les partis politiques et les élus ont un rôle social à jouer. À charge; pour eux, d'user de pédagogie pour évacuer la peur de l'autre et accepter le principe du métissage..»*



*L'idée d'émancipation coloniale a longtemps prévalu à gauche, au nom de la défense des principes républicains...*

Absolument. Le principe a même subsisté jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle. C'est une particularité française. Les premiers migrants sont arrivés après la Grande Guerre, qui avait mobilisé plus d'un million d'hommes issus des quatre coins du monde, aussi bien comme soldats que comme travailleurs (Chinois, coloniaux, afro-américains, Australiens...).

L'histoire des rapatriés est elle-même très compliquée. Plus de deux millions d'appelés n'ont pas réussi à s'insérer dans la société française, après la guerre d'Algérie. Et ne parlons pas des Harkis que nous avons abandonnés dans les massifs forestiers. L'évocation du nom de Charles Martel, pour parler de la nation française, ne doit rien, non plus, au hasard. Et ce,

parce qu'il ne serait rien sans les invasions arabes, à en croire l'historien Henri Pirenne. Notre rapport à l'Autre commence en 718-719 et s'étend ensuite sur treize siècles en ce qui concerne les Arabo-Orientaux, il remonte au Code noir en ce qui concerne les Afro-Antillais, dans l'hexagone. Ces histoires sont longues, complexes et pourtant invisibles.

Si nous ne sommes plus dans les débats du XIX<sup>e</sup> siècle ou de ceux de la Guerre d'Algérie, les scories du passé demeurent. Les travailleurs italiens ou espagnols ont choisi, pour la plupart, de venir travailler en France. Les travailleurs coloniaux, non. Ils n'appartiennent donc pas au même récit. C'est ce qui fait le particularisme français et notre génération va devoir gérer ce qu'un historien américain appelle les « éclaboussures impériales ». Les politiques publiques, nos raisonnements, doivent intégrer nos multiples héritages.



*Ne convient-il pas de remettre en perspective les principes de citoyenneté et d'immigration, en France, à quelques semaines du début des commémorations de la Première Guerre Mondiale ?*

Dans les tranchées de 1914, il n'y avait « plus de couleur » sous la boue. C'est une parabole, assurément, mais c'est la première fois, devant la mort, que l'égalité fut une réalité. Dans cet immense enfer, une autre histoire s'est écrite. Il faut en parler. N'oublions pas que nous avons fait appel alors aux soldats de l'Empire, sous la contrainte pour certains, au nom d'un droit du plus fort, du colonisateur. Certains d'entre eux sont morts pour la France, au même titre que les Bretons, les Savoyards et les Basques. Au même moment, plusieurs dizaines de milliers d'immigrés sont venus travailler dans les usines. Ça n'a pas été facile. Et, on ne saisit pas suffisamment l'importance de la part prise par ces troupes indigènes, au-delà du mythe du "Tirailleur sénégalais" ou de la "chair à canon". Cette présence s'est avérée décisive et cent ans après, elle est pour nous synonyme de diversité... aussi.

Ensemble, quelque part, quelque chose s'est construit qui a fait l'unité française. Il est d'autant plus important de le signaler que nous ne profitons pas suffisamment de ces commémorations pour rappeler combien l'apport de ces populations s'est révélé décisif, à un moment-clé de notre histoire. Les instants décisifs et les récits patriotiques sont indispensables pour

bâtir une nation commune. Il est important de retrouver l'idée de la France pour gagner. Faute de l'assumer, la situation du pays n'a cessé de se dégrader au cours des trente dernières années. Tant et si bien que de nombreux jeunes issus des quartiers populaires - ou des outre-mers - se sentent de moins en moins français. Du coup, nous n'assumons plus notre diversité. Il faut donc raconter l'histoire, développer nos politiques publiques, intégrer les populations d'outre-mers.

La gauche doit porter ces valeurs, en bâtissant la citoyenneté et en construisant la France de demain. Les immigrés sont "intégrables" à la Nation. La vision ethnicisée du monde contredit ce principe. À l'heure où la société se « racialise », les partis politiques et les élus ont un rôle social à jouer. À charge pour eux d'user de pédagogie pour évacuer la peur de l'autre et accepter le principe du métissage. Rien ne sera facile, d'autant que dix siècles d'images négatives sont derrière nous, depuis les Croisades. Les récentes agressions dont Christiane Taubira a été victime en témoignent. C'est un travail sur soi-même. Désormais, il nous faut apprendre collectivement à aimer notre pays et à dépasser nos peurs. Rien ne sera possible sans un grand projet. Sans un partage de nos histoires communes... désormais.

**Propos recueillis par Bruno Tranchant**



# BULLETIN D'INSCRIPTION UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE LA ROCHELLE 28 | 29 | 30 AOÛT 2015



## Espace Encan – Quai Louis-Prunier Ouverture de l'accueil aux participants vendredi 28 août à 11 h

o Tarif participant : 50€ (hors repas, transport et hébergement)

• Deux repas sont proposés (sous réserve de disponibilité) :

o Samedi midi - buffet : 8€

o Samedi soir (dîner assis et soirée festive) : 18€

o Samedi midi et samedi soir : 25€

Total :     €

Nom

Prénom

Adresse

Code postal  Ville

Adresse mail

TéL/Portable

Fédération

Vous êtes  Sympathisant-e  Adhérent-e  Secrétaire de section

Premier-e secrétaire fédéral-e  Secrétaire national-e

J'accepte les conditions générales de vente (disponibles sur le site internet [www.parti-socialiste.fr](http://www.parti-socialiste.fr))

Bulletin d'inscription à retourner avant le 15 août 2015 accompagné du règlement par chèque à l'ordre du Parti socialiste, au secteur « Fédérations / UE 2015 » 10, rue de Solferino - 75333 Paris cedex 07

Pour tout renseignement, contactez le secteur Fédérations au 01 45 56 77 00

L'inscription est aussi possible en ligne : [parti-socialiste.fr](http://parti-socialiste.fr)